



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle - Aquitaine**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

***portant levée de la mise en demeure de respecter des prescriptions techniques
à l'encontre de la société CAVAC, dont le siège social est situé à Aigre, exploitant les installations de
stockage de céréales au lieu-dit « Les Grandes Versennes » route de Souvigné
sur la commune de Tusson***

Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique n°2160 pour la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 juin 1992 autorisant la coopérative agricole d'Aigre (CAVAC) à exploiter un silo de stockage de céréales sur la commune de Tusson au lieu-dit « Les Grandes Versennes », route de Souvigné ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 2025 donnant délégation de signature à M. Jean-Charles JOBART, secrétaire général de la préfecture de la Charente ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2025 prononçant la mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux installations de stockage de céréales que la société CAVAC exploite sur la commune de Tusson ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 20 janvier 2026 proposant la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé ;

Considérant que l'inspection du 14 janvier 2026 a révélé que les mises en conformité des installations permettent de lever la mise en demeure prononcée ;

Considérant que l'obligation réglementaire de remplacer les moteurs avec indice de protection IP44 par des moteurs d'indice de protection IO5X minimum a été respectée, ainsi que la mise en œuvre des moyens adaptés de lutte contre l'incendie ;

Considérant que les prescriptions imposées par l'arrêté de mise en demeure susvisé n'ont plus lieu d'être ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Charente,

ARRÊTE

Article 1 – Levée de la mise en demeure

L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2025 mettant en demeure la société CAVAC, dont le siège social est situé à Aigre, exploitant les installations de stockage de céréales au lieu-dit « Les Grandes Versennes », route de Souvigné sur la commune de Tusson, est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers (86), dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 3 – Publication

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département la Charente pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée à :

- madame la sous-préfète de l'arrondissement de Confolens
- monsieur le maire de la commune de Tusson
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le **18 FEV. 2026**

Le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,



Jean-Charles JOBART